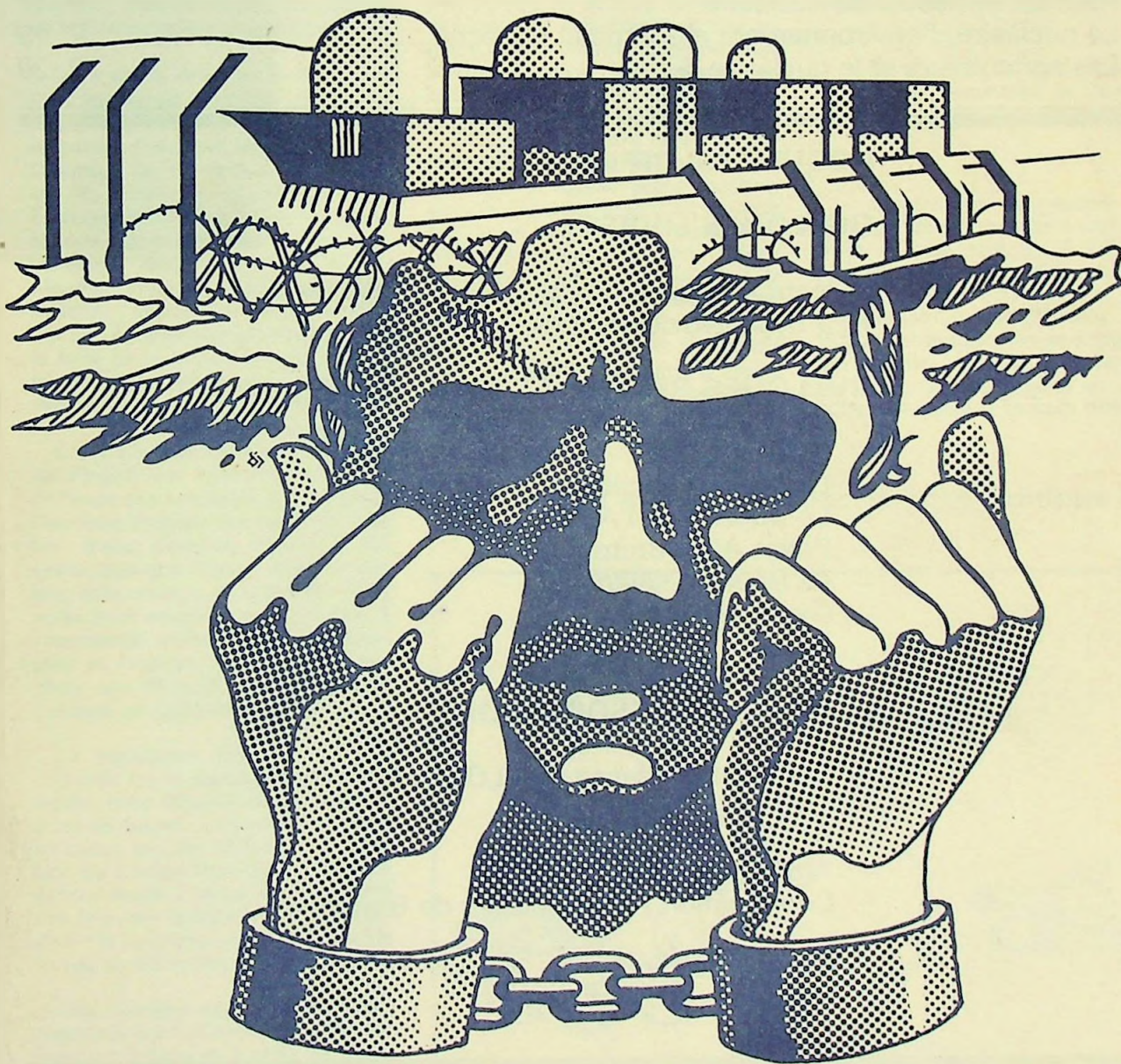


HIER BRENNILIS, L'ILE LONGUE, AUJOURD'HUI

PLOGOFF

informez-vous! Si vous êtes d'accord avec nous, lutez dès maintenant
demain il sera trop tard!



Dessins : J. DERQUEST - P. LE CORRE - NONO - P. STÉPHAN

LES CENTRALES NUCLÉAIRES NE SERONT PAS IMPOSÉES AUX POPULATIONS QUI LES REFUSENT.

V.C. D'ESTAING - AVRIL 1974

SOMMAIRE

①	La lutte anti-nucléaire à Plogoff et ailleurs	P. 3
②	L'enquête d'utilité publique	P. 4
③	Pourquoi le nucléaire	P. 5
④	A Plogoff 4 tranches de 1300 mégawatts	P. 7
⑤	Quel chantier à Plogoff	P. 8
⑥	Une centrale de 5200 mégawatts !	P. 9
⑦	L'impact d'une centrale sur les finances locales	P. 11
⑧	Dangers du nucléaire pour l'espèce humaine	P. 12
⑨	Et les déchets ?	P. 14
⑩	Plan ORSEC-RAD	P. 15
⑪	Intox - Militarisation	P. 16
⑫	Peut-on se passer du nucléaire	P. 17
⑬	Le nucléaire, l'environnement maritime et la pêche	P. 19
⑭	Les agriculteurs et le nucléaire	P. 20

DOCUMENT OFFICIEL : Rapport Papon

QUELQUES LIVRES :

« Electro-Nucléaire Danger » du GSIEN
« La Babel Nucléaire » de L. PUISEUX

QUELQUES REVUES ET JOURNAUX :

- Nukleel
- La Gazette Nucléaire
- Le Bulletin de l'APRI
- Projet Alter Breton
- La Gueule Ouverte
- Oxygène, etc...

COMITÉS ET ASSOCIATIONS :

- Comité de Défense de PLOGOFF
- GSIEN
- SEPNB
- Amis de la Terre
- Coordination Anti-Nucléaire de Bretagne



BROCHURE REALISEE PAR LA COORDINATION ANTINUCLEAIRE DE BRETAGNE.
PIERRICK LE CORRE, POULKAMP, KERLAGADEC - 29144 PLOZEVET.

1

La lutte anti-nucléaire à PLOGOFF & ailleurs

Depuis plusieurs années, partout où le Gouvernement et E.D.F. envisageaient d'implanter des centrales nucléaires, les boucliers se sont levés. Petit à petit les populations ont pris conscience du danger représenté par le Nucléaire, se sont informées et se sont élevées contre l'arbitraire du Pouvoir, contre son mépris de la Démocratie la plus élémentaire.

On a voulu étouffer le débat ! il s'est imposé de lui-même, grâce aux luttes menées sur les sites concernés et autour d'eux par les Comités de Défense, les Comités d'Information sur le Nucléaire, les Associations Écologiques et bien d'autres organisations. Ce furent Flamanville, Fessenheim, Bugey, Golfech, Creys Malville, Erdeven, Ploumoguer, Le Pèlerin... Ces luttes, au fil des ans, ont pris de plus en plus d'ampleur et la lutte de la population de Plogoff et des organisations qui la soutiennent en est la meilleure illustration.

C'est en Mai 1976 que la Mairie de Plogoff est informée qu'E.D.F. envisage des sondages sur le site de Feunteun Aod en vue de l'implantation d'une Centrale Nucléaire. On savait déjà que Plogoff était un des cinq sites retenus en Bretagne. Mais après avoir essuyé des revers face à l'opposition antinucléaire à Ploumoguer et Erdeven, E.D.F. arrête son choix sur Plogoff. Un Comité de Défense est rapidement créé.

La population est peu ou mal informée sur le problème, anxieuse, agitée, mais déterminée à s'opposer à ces sondages. Cette détermination se traduit en Juin 1976 par une décision du Conseil Municipal en séance extraordinaire : refus de l'arbitraire des pouvoirs publics et arrêté interdisant la circulation de certains poids lourds sur les routes menant au site.

Des barrages sont mis en place, organisés par le Comité de Défense. Pendant 3 jours et 3 nuits les habitants se relayent pour les garder.

Première victoire : les sondages sont reportés à la fin de l'été. La fin de l'été arrive, les années passent, les sondages n'ont toujours pas été effectués.

Pendant les deux ans qui suivent, rien ! E.D.F. garde un silence hypocrite. Mais la population ne reste pas inactive : le Comité de Défense tient, chaque mois, des assemblées générales largement suivies par les habitants de Plogoff et des environs ; les gens s'informent sur le Nucléaire, des cahiers de pétition sont signés pendant l'été à la Pointe du Raz et, peu à peu, la détermination du refus à cette « usine pas comme les autres » se forge dans les esprits.

Ce n'est qu'en 1978 qu'on entend reparler de Plogoff : le Conseil Economique et Social prend position pour la Centrale, puis c'est au tour du Conseil Régional (qui refuse d'entendre Jean-Marie Kerloch - Maire de la Commune) et enfin c'est la même mascarade au Conseil Général du Finistère. Partout ce ne sont que mensonges, déclarations démagogiques, trahisons (souviens-toi Guermeur !), et mépris le plus total de la population.

Mais à chaque fois Plogoff et d'autres organisations mobilisent : 8.000 personnes le 17 Septembre 1978 à Feunteun Aod pour une marche sur le site ! 25.000 personnes à Brest le 25 Septembre - 12.000 à Quimper en Novembre ! manifestent leur opposition au Nucléaire et leur refus de l'arbitraire du pouvoir.

— Symbole de la solidarité dans les luttes antinucléaires, la Commune de Plogoff est jumelée avec celle du Pèlerin.

— Symbole de la volonté des habitants de s'accrocher à leur terre et de la faire vivre, un G.F.A. est créé sur une dizaine d'hectares du site. Il groupe actuellement 1.800 porteurs de parts. Pendant l'été 1979, avec le concours de nombreuses bonnes volontés, ses terrains sont clôturés, une bergerie est construite, inaugurée le 26 Août 1979.

A Plogoff comme ailleurs, la lutte continue !



2

L'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE: un exemple de démocratie!

Habituellement, le rôle essentiel de cette procédure juridique est de justifier, auprès d'une « minorité », les sacrifices qui lui sont imposés - sous forme d'expropriations, au nom de « l'intérêt général ».

Elle est mise en avant dans le but de donner à l'implantation d'une Centrale une apparence de démocratie qui fait défaut à l'ensemble du programme.

CELA DISPENSE DE DEBATTRE DU PROBLEME !

Puisque la décision est prise pour PLOGOFF, ils vont se donner les moyens de la faire accepter à la population.

Pour cela, ils vont tous s'y mettre : E.D.F. bien sûr, le député Guermeur naturellement, et aussi le préfet Jourdan qui a un rôle important, même s'il reste en grande partie caché (c'est sous son autorité qu'a été distribuée la brochure « 25 questions - 25 réponses »), c'est lui qui nomme les commissaires enquêteurs.

Lors de l'enquête il n'est absolument pas tenu compte de l'avis des populations.

Par exemple, à Braud St-Louis la centrale a été déclarée d'utilité publique malgré l'opposition massive de la population : 30.000 habitants avaient signé une pétition opposée à la centrale.

Dans de nombreux cas : (Flamanville, Creys-Malville) les travaux ont été commencés avant la déclaration d'utilité publique.

A ce jour aucune enquête n'a abouti au rejet d'un site : la procédure n'a plus aucune crédibilité auprès des populations; celles-ci assistent à une mascarade.



Après avis du Conseil d'Etat, favorable ou non, l'« Utilité Publique » peut être (en fait elle l'est toujours) déclarée par décret du Premier Ministre publié au Journal Officiel.

C'est cette mascarade que dénonce PLOGOFF, en interdisant l'accès de la commune aux commissaires enquêteurs !

3 POURQUOI le nucléaire ?

Dès la fin de la guerre, la France privilégie la recherche sur l'énergie nucléaire pour avoir la bombe atomique qui lui assurera la puissance politique.

La bombe nécessite des centrales nucléaires dont le but initial n'était pas de fournir de l'énergie mais du plutonium par la voie la plus courte.

UN PROGRAMME DEMENTIEL

1974 : Crise du pétrole prévue mais aucune mesure de prise pour y faire face, d'où panique du gouvernement, d'où accélération folle du programme nucléaire au mépris de la sécurité.

POURQUOI ?

La réponse nous est donnée dans le rapport N° 3131 de l'Assemblée nationale sur le projet de loi de finances pour 1978 par M. Maurice PAPON, rapporteur général, actuel ministre du budget. On peut y lire p. 17 : « Ce programme ambitieux de production d'électricité d'origine nucléaire a été présenté à l'opinion publique comme devant à la fois garantir notre approvisionnement en énergie et assurer notre indépendance. » Qu'en est-il exactement en ce qui concerne :

I - L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE :

1) L'Uranium nous vient pour moitié d'Afrique (Gabon, République Centre Africaine, Afrique du Sud.)

2) Les licences que nous avons achetées sont américaines : P.W.R. : WESTINGHOUSE. Pour aider au paiement de ces licences, on exporte dans le Tiers-monde des centrales.

3) La fabrication des cuves et des turbo-alternateurs : « La construction des cuves est conduite par la Société Framatome dans laquelle le groupe Creusot Loire détient la majorité (51 %). Or, ce groupe se trouve en fait dépendre du groupe Empain lié par ailleurs avec la firme américaine Westinghouse. Cette dernière firme possède d'ailleurs directement une participation de 15 % dans le capital de Framatome. Certes, le C.E.A. est entré dans cette dernière société, mais sa participation de 30 % ne lui permet pas de disposer de la minorité de blocage.



Dans la situation actuelle, la prépondérance du groupe Empain dans la fabrication de cuves, comme le recours à une licence américaine ne permettent pas d'affirmer que l'énergie nucléaire nous soustrait à toute contrainte extérieure. » p. 23

4) La centrale P.W.R. utilise un uranium enrichi

« L'Enrichissement de l'uranium est une technique industrielle complexe et financièrement lourde.

A l'heure actuelle, la France ne dispose pas encore d'usine d'enrichissement... L'uranium enrichi est actuellement fourni par les États-Unis et l'Union Soviétique. Il est clair que dans cette situation, notre dépendance est totale, tant en ce qui concerne les quantités livrées que leur prix. » p. 24

II - LE COÛT ECONOMIQUE

Le rapport PAPON précise, p. 24 : « C'est pourquoi, la France s'est engagée dans la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium dont la fin des travaux est prévue pour 1980. Le coût de cette installation est actuellement évalué à 13 milliards de francs (lourds), compte non tenu du prix des centrales électriques destinées à alimenter l'usine, or il ne faudra pas moins de quatre centrales nucléaires pour pourvoir aux besoins de l'usine d'enrichissement.

Pour rassembler de tels capitaux, la France a fait appel à des concours extérieurs, la société Eurodif conduit l'opération. Les intérêts étrangers (Italie, Espagne, Belgique) représentent 47,2 %.

Les 52,8 % majoritaires sont partagés entre le C.E.A. (C.O.G.E.M.A.)

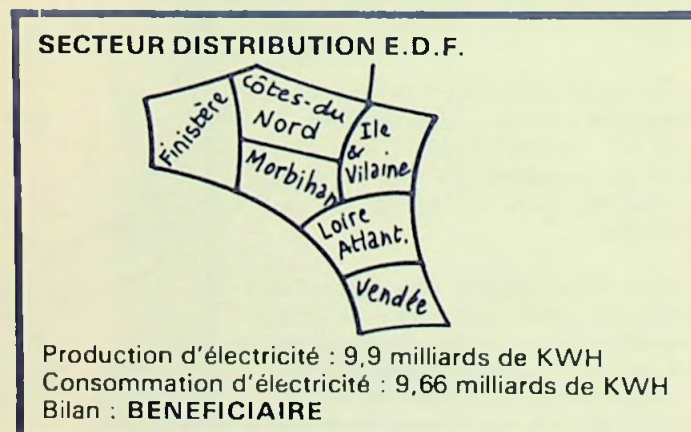
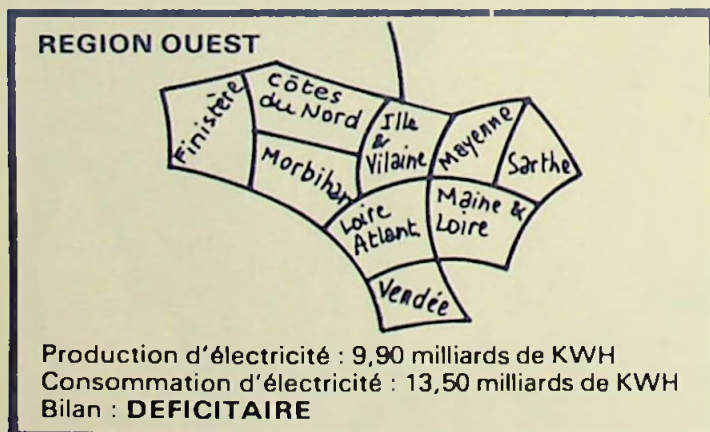
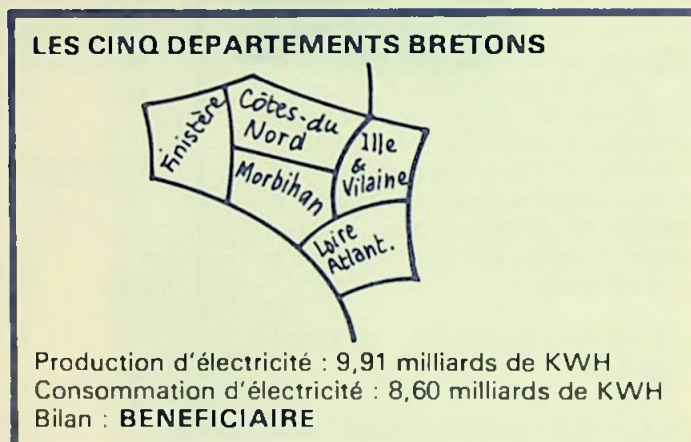
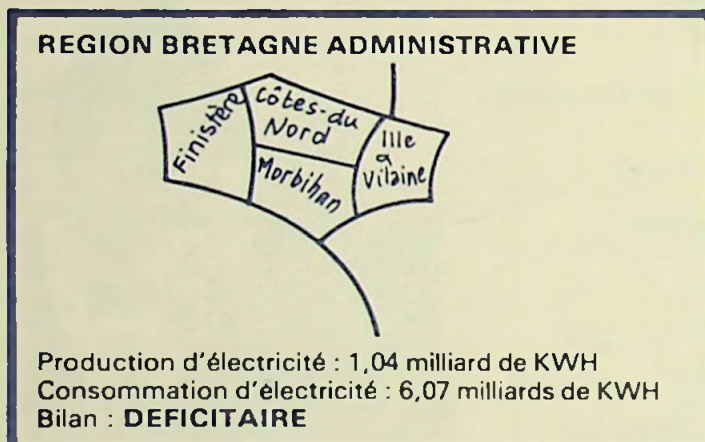
pour 27,8 % et la société SOFIDIF pour 25 %. Toutefois, cette dernière société est constituée par le C.E.A. (60 %) et par l'IRAN pour 40 %. A l'intérieur de cette société, l'IRAN détient la minorité de blocage, de sorte que, faute d'accord avec son partenaire iranien, la FRANCE n'est plus en mesure d'imposer ses vues dans EURODIF. »

Donc la FRANCE est minoritaire avec 42,8 % des actions d'EURODIF.

En conclusion :

- l'indépendance énergétique
- un coût économique moindre que font valoir le gouvernement et la direction d'E.D.F. pour nous imposer le nucléaire sont des mensonges, des duperies.

A L'OUEST - E.D.F. et l'art d'utiliser les chiffres. 1978



Une première précision s'impose : qu'entend E.D.F. par richesse en énergie ? Un exemple simple l'explique.

La région parisienne est riche en énergie. En effet, des centrales thermiques au fuel lui donnent de l'énergie. Or, le pétrole est acheté à l'extérieur et transformé en électricité dans la région parisienne : il pourrait l'être aussi en BRETAGNE.

Le chantage d'E.D.F. :

« LA BRETAGNE EST DEFICITAIRE EN ELECTRICITE » NE TIENT PAS !

4 À PLOGOFF: 4 TRANCHES de 1300 mégawatts

« On ne se souvient des pays oubliés que pour mieux les exploiter. »

Pour E.D.F., des conditions locales favorables expliquent le choix du site de PLOGOFF (se reporter à la brochure E.D.F. : 25 questions - 25 réponses, relative à PLOGOFF - p. 24)

- **L'équilibre régional production consommation.** E.D. F. affirme qu'à PLOGOFF, les pertes en ligne seraient minimales. BEN, VOYONS, TOUT LE MONDE SAIT QUE PLOGOFF EST AU CENTRE DE LA BRETAGNE.

- **Les possibilités de refroidissement.** « La présence de forts courants et la température de l'eau devant le Cap Sizun est particulièrement favorable à cet égard. » p. 14

L'étude de la tâche thermique faite par le CNEXO et l'ISTPM est totalement à revoir car depuis L'EXISTENCE D'UN FRONT THERMIQUE A ETE MISE EN EVIDENCE.

De plus, d'après le dossier de déclaration d'utilité publique, les besoins en eau douce de la centrale sont en moyenne de 245 m3/heure avec des pointes de plusieurs jours de 320 m3/heure. Le cap ne peut

A titre d'exemple, en Pennsylvanie, à Aliquippa, entre 1964 et 1970 - c'est-à-dire avant et après la mise en marche d'une centrale nucléaire - cette ville est passée, à l'intérieur de l'Etat, de la 64^e place à la 1^{ère} place pour le taux de mortalité infantile, de la 34^e place à la 3^e place pour le taux de leucémies.

Le rapport des laboratoires qui ont fait l'analyse est sans équivoque.

(Cf. Ecologie Hebdo. « Le Nucléaire c'est quoi ? ») p. 20

fournir un tel débit. On comprend alors pourquoi les pouvoirs publics tiennent tant à construire un barrage à LEMEZEC et un à BRIEC, so disant pour alimenter la ville de QUIMPER. La lutte anti-nucléaire se joue aussi là-bas.

- **Le terrain.** « Le massif à caractère granitique de PLOGOFF offre toutes les garanties quant à la réalisation des fondations. » p. 15

Pourtant, existence de failles dans ce massif et glissements de terrains possibles, démontrés par des géologues de l'Université de RENNES.

Faut-il attendre une catastrophe comme celle de l'aéroport de NICE ? Là aussi, la thèse d'un géologue de GRENOBLE signalait les risques de glissements de terrains. Et à PLOGOFF...

- **La sûreté et la radioprotection.** « Le site de PLOGOFF présente à cet égard d'excellentes caractéristiques. » p. 16

DORMONS TRANQUILLE et pourtant :

- **Concertation régionale et départementale.** Les conseils généraux du Tarn et Garonne (à propos de la centrale de GOLFECH) et celui de l'ISERE (à propos du surgénérateur de CREYS-MALVILLE) se sont prononcés contre ces projets. Pourtant le gouvernement a donné son accord.

Seule la signature du Premier ministre compte.

- **Similitude des sites de PLOGOFF et de la HAGUE.** Régions faciles à boucler en cas d'accident, accès facile par la mer... M. Guermeur n'a jamais répondu aux questions des CLIN.

Parmi celles-ci, une était relative à une éventuelle implantation d'une usine de retraitement dans le Cap Sizun. M. MAYARD, responsable de l'équipement nucléaire à E.D.F., à PRIMELIN en Janvier 1979 en avait parlé.

Or nous savons que COGEMA recherche actuellement un site pour une nouvelle usine de retraitement.

- **La tranche de 1300 mégawatts** n'existe nulle part encore et n'est tée nulle part encore en vraie grandeur.

Au lieu de recourir au nucléaire qui engage l'avenir de la planète, pourquoi ne pas utiliser les énergies nouvelles et pour y arriver, accélérer les recherches en ce domaine et le passage au niveau industriel au lieu de les considérer comme l'a fait jusqu'ici le gouvernement.

« Les énergies nouvelles présentent de l'intérêt. On aimerait que les responsables évitent de les déconsidérer par des arguments qui ne sont pas de la meilleure venue ». Rapport PAPON - p. 33.

	Rang dans l'Etat sur 98 villes	
	en 1964	en 1970
Mortalité infantile	64 ^e rang	1 ^{er} rang
Fausse-couches	8 ^e rang	4 ^e rang
Naissances prématurées	51 ^e rang	4 ^e rang
Maladies de la prime enfance	15 ^e rang	1 ^{er} rang
Leucémies	34 ^e rang	3 ^e rang



5 Quel chantier à PLOGOFF?

L'épais « dossier » déposé au mois d'Août dans les mairies, donne une idée de ce que deviendrait le Cap, s'il était livré à E.D.F.

- Un gigantesque chantier de 12 ans au moins.
- Une centrale monstrueuse de 5200 Mégawatts (Record battu ! Cocorico !)
- Le bouleversement irréversible de la région.

Il paraît que... « l'impact sur la faune et la flore sera sensiblement comparable à celui d'un trafic routier relativement dense »... (E.D.F.)

De leurs bureaux parisiens, les technocrates d'E.D.F. veulent ignorer ce qu'est la côte du Cap Sizun, ses tempêtes, ses courants. Ils font des plans, jonglent avec des Milliards

de francs, des Millions de tonnes, des Mégawatts... etc...

JUGEZ PLUTÔT !
(toujours chiffres E.D.F.,
donc optimistes)

- 90 ha d'implantation au sol (à Braud et Saint-Louis, la surface prévue a, en fait, été multiplié par 5 !)
- 17.500.000 de tonnes de roailles arrachées à la falaise pour la ramener de 40 m à 10 m d'altitude. Seuls des esprits tortueux feront le rapprochement avec l'accident de l'aéroport de Nice...
- 77 ha de fonds marins détruits.
- 400.000 m³ de béton, 50.000 tonnes d'armature, 75 ha de coffrages, et on en passe...

A Plogoff, les fonds seront donc modifiés, les courants également;

l'abattage des falaises, le déroctage, entraîneront la turbidité de l'eau, eau sale que la lumière du soleil ne pénétrera plus : ce sera la disparition de nombreuses espèces, la réduction de la production des algues, l'appauvrissement en oxygène de l'eau.

A cette énumération il faut ajouter des besoins considérables en eau douce pour la construction et pour la population importée : 300 m³/jour pour le béton, de 5400 à 7200 m³/jour pour le fonctionnement de la centrale. Les eaux du Goyen et celles de l'Aulne suffiront-elles ? N'y a-t-il pas déjà une corrélation avec les nombreux projets de barrages dans le Finistère ?

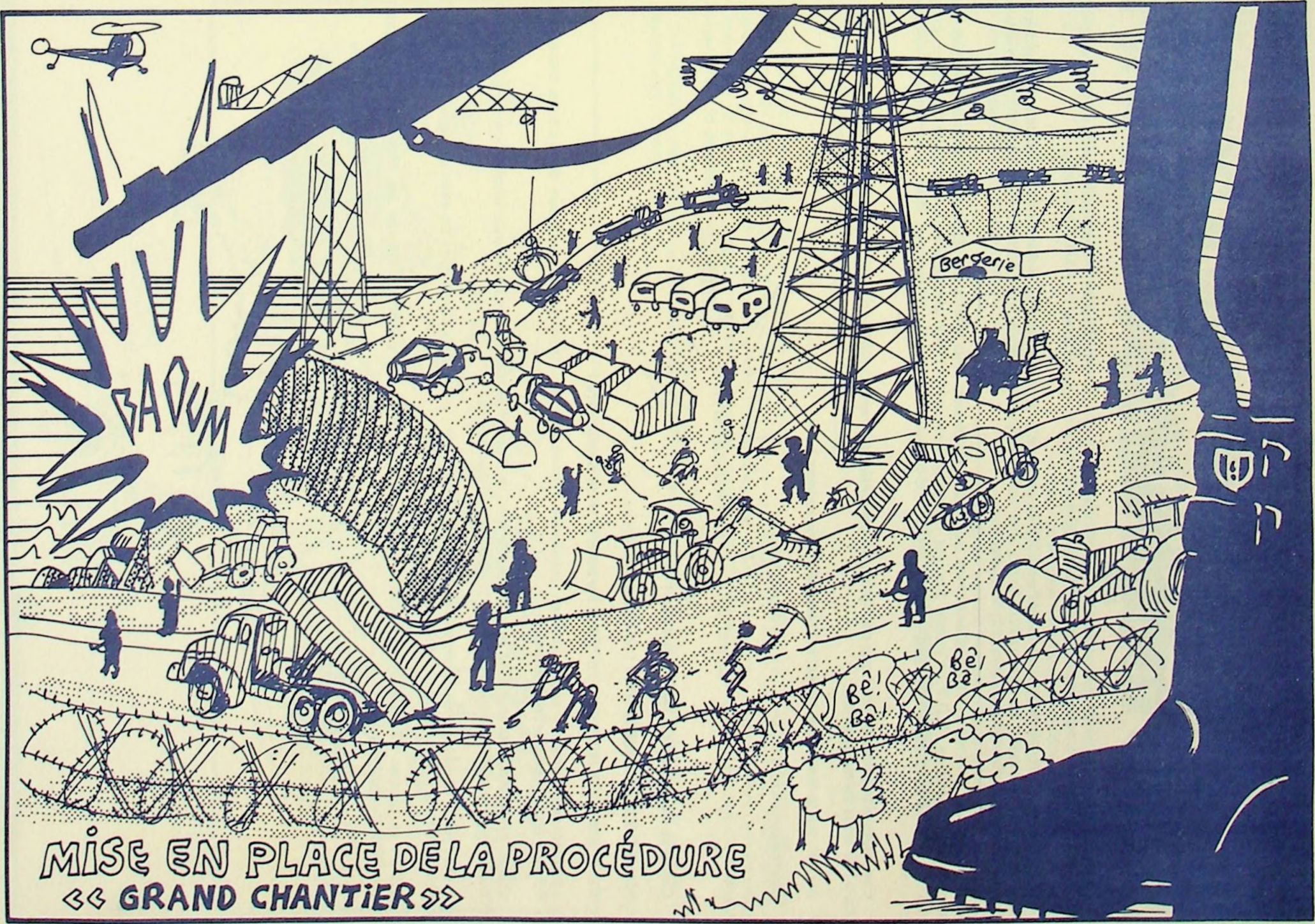
De plus, il faudra prévoir toutes les structures d'accueil pour 6.000 à 7.000 personnes sur le chantier...



QUE DE TERRES AGRICOLES PERDUES !

QUE DE CHEMINS DEFONCES ! DE TALUS ARASES !

QUE DE PERSPECTIVES DETRUITES !



6

MISE EN PLACE DE LA PROCÉDURE
« GRAND CHANTIER »

6

Une centrale de 5200 mégawatts!

Elle doit être refroidie en permanence : 180 m³/seconde d'eau de mer (le débit moyen de la Seine !). L'expérience prouve qu'en réalité il faut compter sur 200 à 250 m³/seconde pour une centrale de 4000 Mégawatts.

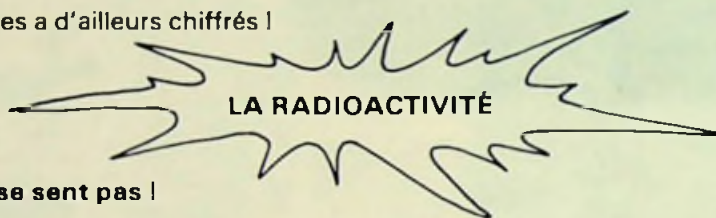
Cette masse d'eau est rejetée, réchauffée de 15° et, pendant une trentaine de jours par an, la température dépasserait 30°, ce qui nous promet de fameux brouillards, une prolifération de parasites, sans compter la formation en mer d'une tache thermique affectant la faune et la flore marine.

De plus, l'eau rejetée contient d'énormes quantités de chlore (150 tonnes par jour) destinées à maintenir les canalisations propres. E.D.F. n'insiste pas sur les conséquences... Il n'y aura d'ailleurs pas que du chlore mais également des produits de corrosion et des produits chimiques de contrôle (Hydrazine, Bore, Ammoniaque, Phosphates...).

Ces rejets chimiques ne sont que peu de chose comparés aux rejets radioactifs déversés en mer sous forme liquide, dans l'air sous forme gazeuse.

Au fait, sur la maquette, où est la cheminée d'évacuation ?

Ces rejets existent ! E.D.F. les a d'ailleurs chiffrés !



Ca ne se voit pas ! Ca ne se sent pas !

MAIS CA TUE LENTEMENT ! (cancers, leucémies...)

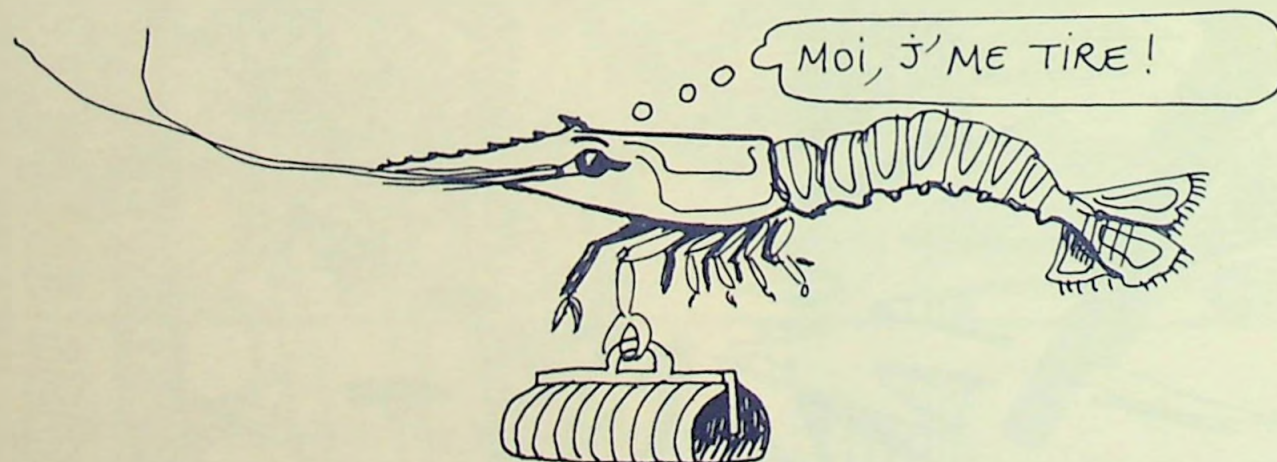
Ca ne disparaît pas, ça s'ajoute ! Rien ne peut la faire disparaître !

Les poissons quitteront ces eaux sales, stérilisées, réchauffées par intermittence, chargées de produits chimiques, « riches » en substances radioactives.

E.D.F. préfère ne pas imaginer ce que sera la mer de demain et déclare : « La science écologique ne permet pas actuellement de quantifier avec précision l'impact d'une centrale ».

E.D.F. ment quand, au terme de son « analyse » elle déclare : « Les eaux pluviales et les eaux domestiques peuvent seules présenter un caractère de toxicité ».

E.D.F. se moque de nous en déclarant : « Les poissons auront la possibilité d'éviter les zones trop fortement échauffées ou chlorées ».



7

L'impact d'une centrale sur les FINANCES LOCALES

E.D.F. insiste, bien sûr, sur les « retombées » financières.

De fait, la centrale apporterait une taxe foncière et surtout une taxe professionnelle estimée à 520 millions de francs, à répartir entre plusieurs communes.

Il serait vain de nier l'importance d'une telle manne dans le budget d'une commune, mais cette richesse a son revers :

- si certains frais sont pris en charge par E.D.F. ce sont les « équipements spécifiques » au chantier; pour le reste ce sont les communes qui devront s'endetter mais c'est E.D.F. qui imposera les besoins;

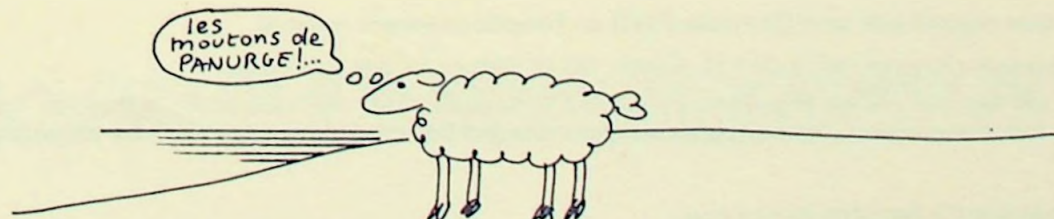
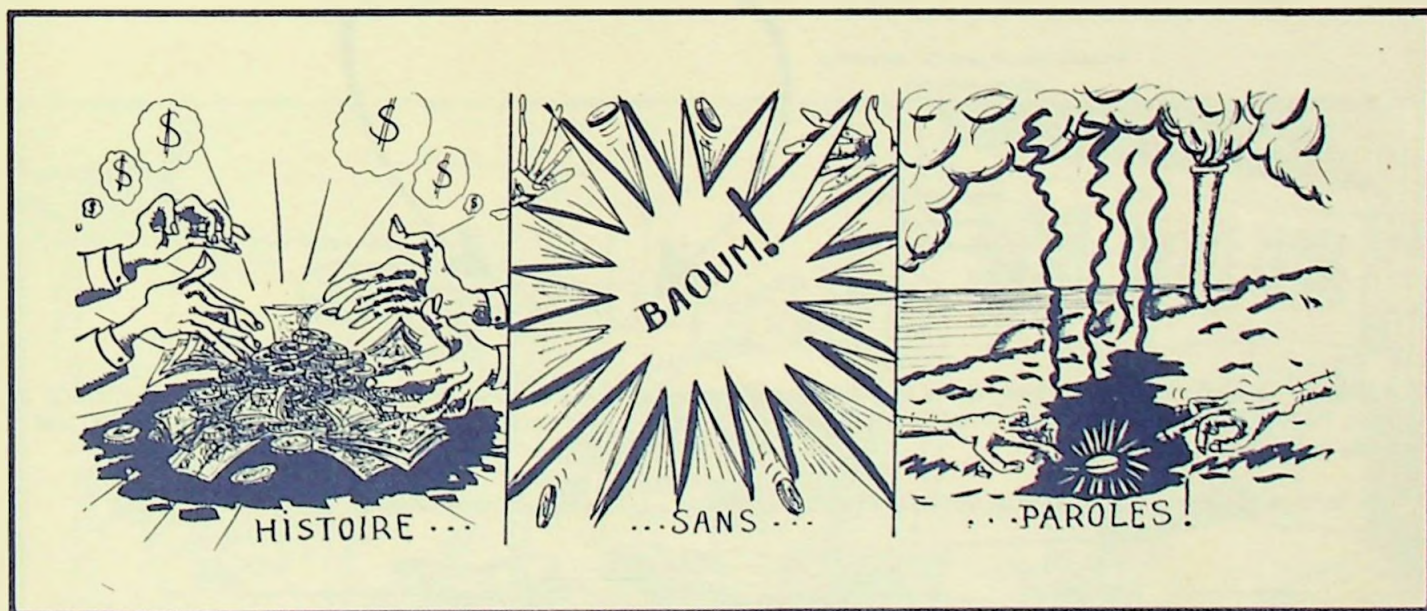
- que pèseront les avis des conseillers municipaux dans les discussions avec les spécialistes d'E.D.F. ?

Voici ce que cela donne à SAINT-LAURENT-DES-EAUX :

« S'il est vrai que les centrales apportent une pluie de millions, il n'en est pas moins vrai qu'elles exigent, en retour, des dépenses non moins colossales pour faire face à l'arrivée de populations; il a fallu créer des citées, aménager des routes, refaire tous les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement; il a fallu de lourds investissements qui réduisent d'autant le « gâteau ». Et, malgré des recettes mirobolantes, on parvient à peine à boucler la boucle, les impôts locaux connaissent la grimpette comme ailleurs.

Saint-Laurent, pour être considérée à cent lieues comme l'oasis de richesse, n'en est pas moins la 4^e collectivité imposée du Loir-et-Cher ».

(Ouest-France : 28.10.78)



8 DANGERS du nucléaire pour l'ESPÈCE HUMAINE

1°) Irradiation externe (par l'air ambiant)

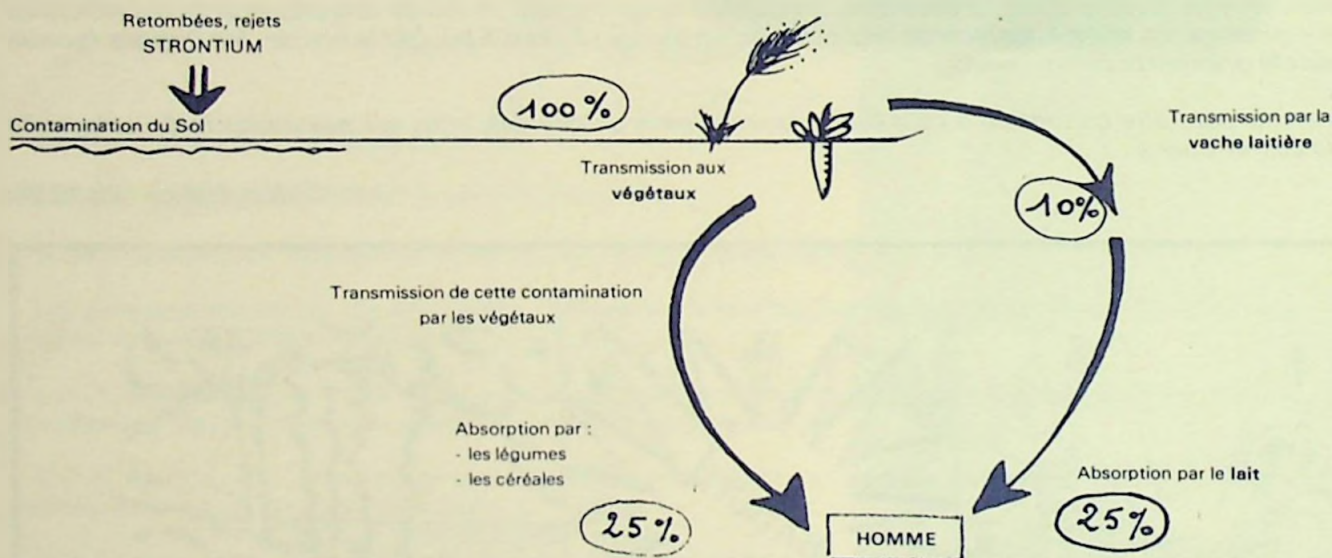
Un réacteur en fonctionnement libère une dose annuelle de radiations de quelques millirems; à celle-ci s'ajoute la dose de l'environnement naturel (rayons cosmiques : 50 m/rem - roches radioactives comme le granite : 50 m/rem) en tout 125 m/rem en moyenne. En Bretagne 500 millirems par an. Les populations sont en équilibre dans un environnement à condition que celui-ci ne change pas. En Inde, dans l'Etat de Kerala, dont le sous-sol est riche en minerai de thorium, la radioactivité atteint l'intensité de 1500 à 3000 millirems/an. Le taux de mongolisme y est beaucoup plus important que dans des régions où le sol est peu radioactif.

2°) Irradiation interne (air respiré, eau, aliments contaminés absorbés)

Risques qui proviennent de l'effet des rayonnements à l'intérieur de notre corps.

a - contamination écologique (par le jeu des chaînes alimentaires)

Les êtres vivants, végétaux et animaux, dont l'homme sont reliés par une chaîne alimentaire.



Le poison présent dans l'aliment, dans la mesure où il est fixé par l'organisme vivant, se trouve concentré d'un facteur 10 à chaque nouvelle étape : l'homme peut être contaminé à des taux très élevés : 1000 et même 100.000 fois le taux de son milieu ambiant.

Les huîtres et les moules (mollusques filtrant l'eau de mer) de La Hague sont radioactives.



Radioéléments rejetés par une Centrale PWR en fonctionnement normal

- Produits gazeux : Krypton 85, Iode 131, Xénon 133 et Tritium (le plus abondant).

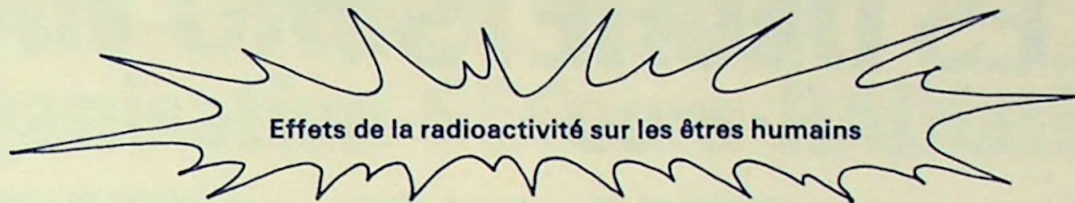
L'iode 131 est assimilé par les organismes vivants à la place de l'iode non radioactif : la thyroïde fixe l'iode radioactif (or son bon fonctionnement est indispensable pour assurer une croissance normale) les enfants sont directement touchés.

- Rejets radioactifs liquides dans l'eau :

Le Tritium, le Strontium 90, l'Iode 131, le Césium 137.

Le Strontium 90 a des propriétés chimiques voisines de celles du Calcium : il se fixe dans les os à la place du calcium et contamine les êtres vivants.

D'autres organes sont particulièrement sensibles aux radiations : apophyses des os, organes génitaux (stérilité possible) muqueuses.



Les effets des doses fortes et moyennes ne sont discutés par personne (au-dessus de 15 rems); elles peuvent provoquer des brûlures, des cancers, des leucémies.

« Il n'existe pas de niveau de rayonnement qui soit sans danger, en ce qui concerne le cancer » - Alice Stewart.

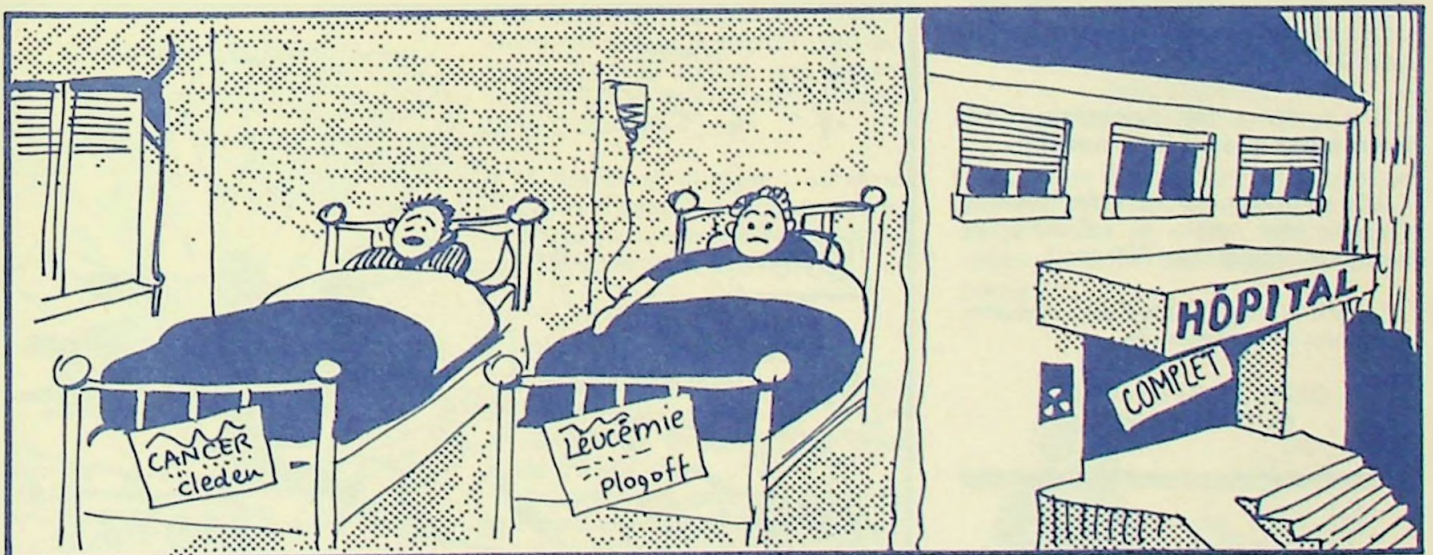
Les rayonnements reçus à des doses faibles mais chroniques par les organismes vivants peuvent entraîner des cancers après 10 ans, 25 ans, provoquer des mutations génétiques dont les effets ne se manifestent pas toujours à la 1^{ère} génération : malformations chez les nouveaux-nés, handicaps mentaux et physiques.

Pour les femmes enceintes le risque est très grand. Mieux que des souris blanches de laboratoire, les 8000 femmes enceintes d'Harrisburg sont actuellement l'objet d'étude médicale.

La pollution radioactive ne peut que s'accroître inexorablement, si le programme nucléaire se poursuit.

L'électronucléaire constitue un pari sur la santé publique.

REAGISSONS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !



« Il n'existe en France que 20 lits spécialisés dans le traitement des irradiés ». Docteur Dufetelle (Thèse pour le doctorat d'état en Médecine).

9 ET LES DÉCHETS ?

STOCKAGE

Les combustibles irradiés sont stockés 5 mois sur place avant d'être transportés vers l'usine de retraitement de La Hague.

Les déchets de faible et moyenne activité sont enfermés dans des fûts prétendus inaltérables, or des fuites se sont déjà produites : à Saclay en 1972, 500 fûts sur 1800 étaient fissurés. Ces 500 fûts se trouvent actuellement à La Hague où ils sont protégés des regards indiscrets...

On continue à pratiquer le rejet en mer; les fûts sont sensés résister 100 ans à la corrosion alors qu'ils contiennent des éléments dont la période de radioactivité est bien plus longue.

En fait, le Commandant COUS-TEAU démontre le contraire, photos à l'appui : sur un échantillon de 45 000 fûts rejetés en mer, 15 000 étaient éventrés, « baillant comme des huîtres ». Des prélèvements effectués à proximité ont révélé une radioactivité cinq fois supérieure à celle dite « de sécurité »...

Il y a de ce fait contamination irrémédiable du milieu naturel.

Les déchets les plus dangereux doivent être agités et refroidis en permanence pendant 800 ans ! ...

Quant à la vitrification, aucune solution n'est trouvée.

**QUEL PARI STUPIDE
SUR L'AVENIR !**

TRANSPORT

Le transport des déchets nucléaires comporte les risques de tout transport. L'AMOCO CADIZ a bien sombré !

En Décembre 1974, à la suite d'un choc survenu en gare de Narbonne entre deux containers, de l'uranate de magnésium (qui en plus de sa

radioactivité est un produit dangereux) se répand sur 4 kms de voie ferrée...

ACCIDENTS

Depuis HARRISBURG, E.D.F. n'ose plus nier la possibilité d'accident !

Un accident, c'est la libération d'une partie du contenu du réacteur. Les produits dispersés sont des éléments radioactifs à durée de vie longue, ils peuvent donc contaminer toute une région et ses habitants pour de nombreuses années.

- En 1958, accident nucléaire en URSS dans l'Oural du Sud - 20 ans après une zone de 50 000 hectares est complètement inhabitable parce qu'inhabitable, et cette zone contaminée continue de s'étendre.

- Le Contrôle de l'Energie Atomique Américain communique « 861 anomalies se sont produites pour la seule année 1973 dans les 42 réacteurs américains..., dont 12 avec dégagement de radioactivité (cf. Le Monde 31.05.74).

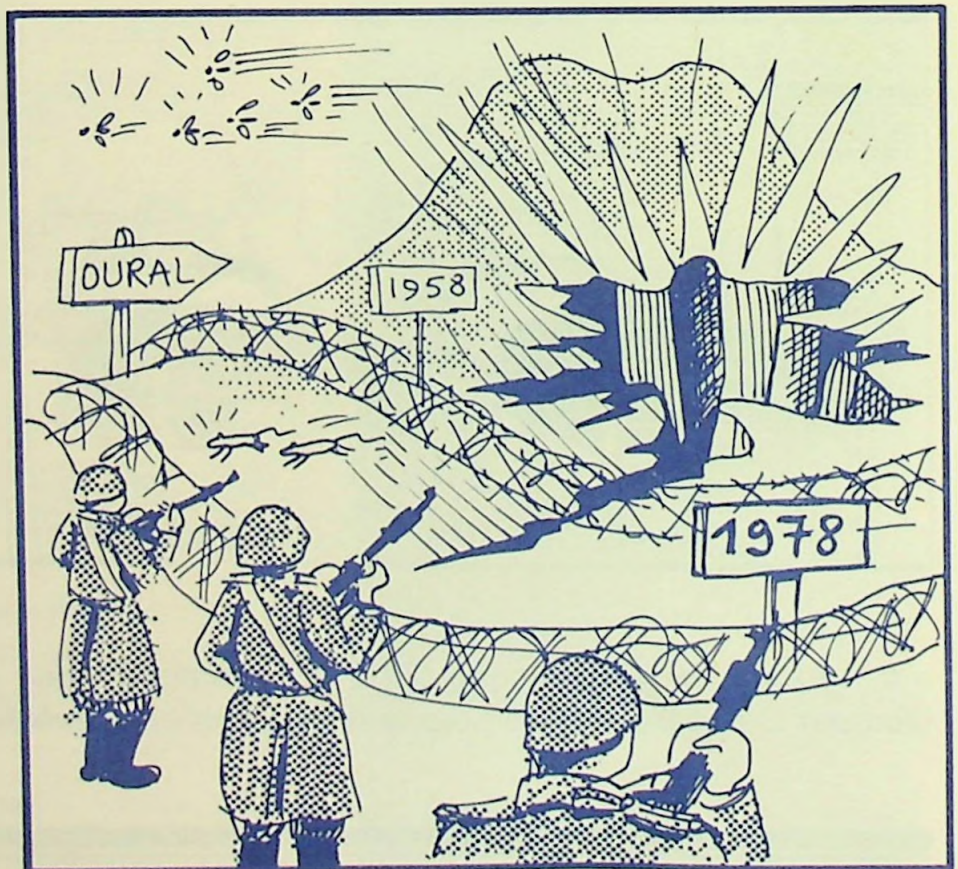
- En France, E.D.F. se tait... et fait silence sur les « incidents » de Grenoble, Orsay, La Hague, etc...

DEMANTELEMENT

E.D.F. n'en parle pas, pourquoi ?

On ne sait pas actuellement démanteler une centrale nucléaire.

Le coût d'une telle opération est aujourd'hui évalué, si elle peut-être réalisée, au tiers du prix de construction d'une centrale.



10 PLAN ORSEC·RAD ORganisation SECours·RADIation

Le Plan Orsec Rad est au nucléaire ce que le Plan Polmar est aux hydrocarbures.

Plan Polmar ! Cela ne vous rappelle rien ? Plan dérisoire, plan bidon ou plutôt plan seaux et petites cuillères. Souvenez-vous de l'incompétence totale des autorités.

QU'A-T-ON PREVU ?

Il suffit de penser à Harrisburg, de se rappeler la panique du pouvoir américain ! (et pourtant les USA, c'est la grande technique, non ?) ses hésitations : « on évacue, on n'évacue pas ? ».

« Combien 20 000, 200 000, 2 millions d'habitants ? »

A Fessenheim, les militants et municipalités anti-nucléaires ont exigé la publication du plan; le préfet n'a diffusé que « le plan particulier d'intervention » : version locale établie rapidement pour faire croire que l'on se préoccupe de la sécurité de la population. Alors les militants anti-nucléaires ont tout simplement « subtilisé » le fameux plan ORSEC RAD.

EN VOICI L'ESSENTIEL

1) **Alarme** : le préfet réunit un comité : police, secours, soins, transport. En combien de temps ?



ATTENDEZ QUE LE PRÉFET DONNE L'ALERTE...

2) Evaluation du danger

Comment ? Par une série de mesures de la radioactivité de l'eau et du sol dans un rayon de 25 km autour de la centrale (70 prélèvements).

En combien de temps ? N'oublions pas que suivant la force des vents, un nuage radioactif peut parcourir 30 à 50 km en une heure ! (QUIMPER et BREST sont à 43 km de PLOGOFF).

3) **Alerte si danger** : au mieux 2 h après l'accident; le nuage radioactif a alors couvert tout le Finistère, LORIENT est également atteint.

MESURES PRISES

- répartition de la région concernée en zones d'insécurité.
- évacuation possible de certaines zones d'insécurité.
- bouclage de certaines zones par les forces armées. Pour l'île de Sein, pas de problèmes !

CONSIGNES A LA POPULATION

- « Gardez votre calme et votre sérénité. Restez chez vous. » N'est-ce pas dérisoire et inquiétant ?
- « Il s'agit purement et simplement d'une condamnation à mort ».

Dr HERBST - radiologue à FRI-BURG.

- « Absorberez des tablettes d'iodure ». Or elles ne sont efficaces qu'absorbées 3/4 d'heure avant l'arrivée du nuage. Il faut deviner l'accident. Consulter Mme SOLEIL !



CONSIGNES AU SERVICE D'ORDRE

- « Il est absolument interdit aux agents de police de manger, de boire et de fumer en raison des risques encourus pour leur santé. » Merci pour eux !

UN ou DEUX SLIPS ?



PRÉPAREZ DU LINGE DE RECHANGE DANS UN DOUBLE EMBALLAGE ÉTANCHE...



- « Le service d'intervention de la police a pour mission prioritaire d'éviter toute panique dans la population et de protéger les exploitants de la centrale et les autorités de la colère de la population. »

- « Panique... protéger... colère... » Etranges ces mots !

DECONTAMINATION ?

Ce mot laisse entendre qu'il est possible d'échapper aux irradiations, alors qu'il n'en est rien. Un mensonge de plus.

A BIKINI, après des essais de bombes, on avait dit aux habitants

qu'après 9 années d'exil, ils pourraient réintégrer leur île. Or ils doivent s'exiler à nouveau et ce pour 30 ou 50 ans ou plus.



11 Intox-Militarisation

INTOX

Devant l'impopularité et le refus qu'ils rencontrent partout, E.D.F. et le pouvoir réagissent en mettant sur pied un plan d'intoxication :

- **envoi de brochures de propagande** (la dernière « 25 questions, 25 réponses » tirée à 220.000 exemplaires.)
- **sondage** de type SOFRES ou autre, dont les questions amènent forcément à répondre que l'on est plus ou moins pour le nucléaire. Exemple : Etes-vous pour ou contre le progrès ?
- **chantages** réguliers des responsables d'E.D.F. : cet hiver il faudra faire des délestages en BRETAGNE.
- **organisation de voyages** pour visiter des centrales type SAINT-LAURENT-DES-EAUX, d'autres en Espagne, et même au Japon.
- **spots publicitaires à la T.V.** : « E.D.F. : des hommes au service des hommes ». (Et comment donc !)
- **documents** passés à l'improviste dans les salles de cinéma ou programmés aux cercles du 3^e âge, enfants des écoles, etc...

TOUT CELA COUTE TRES CHER. QUI PAYE ?

NUCLEAIRE MILITAIRE

« La bombe atomique : ce monstrueux produit de la copulation de la haute physique et de l'art militaire ». Jean ROSTAND.

On nous parle de l'effet dissuasif de la bombe : « on n'osera pas s'en servir ». Et pourtant : qu'un fou, qu'un dictateur le décide, qu'il y ait erreur humaine... ou mécanique... n'oublions pas que le plutonium jusqu'à présent stocké peut faire sauter la planète (20 000 fois au moins...).

La prolifération de ces armements et leur sophistication rendent de plus en plus probables de telles catastrophes.

Est-il possible de dénoncer l'industrie nucléaire sans dénoncer l'armement atomique ?

Préparer la guerre nucléaire, c'est déjà la faire !

CONSEQUENCES SUR LES LIBERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Partout l'installation d'une centrale nucléaire a entraîné le développement considérable d'un appareil policier.

Dans le Finistère, la surveillance militaire s'est déjà installée dans la presqu'île de CROZON puis à TY-VOUGERET.

Le système policier touche d'abord les militants puis vise l'ensemble de la population. La prolifération des centrales nucléaires justifiera pour des raisons de sécurité la limitation de tous les mouvements politiques ou revendicatifs à tous les niveaux : local, national, international.

Sous prétexte de prévenir des attentats (toujours probables) ou atteinte aux libertés politiques et syndicales.

12

Peut-on se passer du nucléaire ?

Personne ne maîtrise l'atome et ses dangers ! Notre avenir doit-il dépendre de quelques technocrates et industriels-bricoleurs, incapables de contrôler ce qu'ils créent. Et ils prétendent que l'on ne peut pas faire autrement !

Et pourtant d'autres solutions existent.

- Le soleil est lui-même une énorme centrale nucléaire mais suffisamment éloignée pour être inoffensive. Cette boule de feu, 300 000 fois plus grosse que notre terre, produit depuis 5 milliards d'années une énergie propre et constante, gratuite et inépuisable.

Par son rayonnement et sa chaleur il « inonde » notre territoire d'un volume d'énergie équivalent à 300 fois le total consommé en 1975.

Cette énergie solaire peut être « récoltée » de différentes manières grâce aux énergies renouvelables, ou énergies nouvelles.

- Les énergies classiques ou « fossiles » - charbon, pétrole, gaz - sont des stocks de cette énergie solaire, des formes accumulées depuis des millénaires. Elles ne se renouvellent

pas et sont épuisables à long terme.

Ces réserves importantes, notamment en charbon, sont utilisables encore quelques temps pour assurer la transition rapide avec les énergies nouvelles.

De nouvelles techniques (gazéification et liquéfaction pour le charbon) permettent une meilleure exploitation, une moindre pollution et de meilleures conditions de travail.

« La chasse au gaspi » ne remplace pas un véritable programme d'économies.

Economiser sans se priver, c'est possible :

- Isolation des logements (40 % d'économie);

- Priorité aux transports en commun;

- Appareils ménagers mieux conçus et plus solides;

- Recyclage des déchets (une bouteille de verre représente un demi-litre de pétrole) et limitation des emballages;

- Economie dans l'industrie avec de nombreux procédés techniques (sidérurgie, cimenterie, papiers...)

dance énergétique de la Bretagne.

En utilisant uniquement les énergies renouvelables et en choisissant un autre type de développement, on peut couvrir tous les besoins en énergie de la Bretagne et assurer à chacun le confort nécessaire dans le cadre d'une société plus écologique et décentralisée.

C'est la conclusion de ce Projet Alter Breton, étude chiffrée et rigoureuse effectuée par des scientifiques (INRA, CNEXO, ISTPM...) et des militants anti-nucléaires, soutenus par le PSU-Bretagne et des associations écologiques, (voir tableau page suivante).

En 1975 la Bretagne utilisait 7,36 MTEP, principalement des énergies fossiles.

Pour l'an 2000 les « officiels » prévoient presque le doublement (14,33) avec le quasi maintien des énergies fossiles, une timide apparition du soleil et le recours massif au nucléaire, (la centrale de Plogoff est censée fonctionner sans panne !).

Pour les auteurs du Projet Alter Breton il suffit d'une augmentation de 30 % par rapport à 1975, soit 9,52 MTEP. Ceci permet, compte tenu de la réduction du gaspillage :

- un redéploiement de certaines industries (secteur augmenté de 50 %);

- une amélioration notable du confort des classes populaires (niveau de vie multiplié par 1,5 et diminution des écarts de revenus, produits de meilleure qualité durant 2 fois plus longtemps, facilité pour les transports en commun, plus de locaux collectifs...).

Ce n'est pas le « retour à la bougie » annoncé par E.D.F. mais au contraire une vie plus agréable.

Les avantages des énergies nouvelles

- Indéfiniment renouvelables;
- Décentralisées au niveau local ou régional et en même temps facilement contrôlables;
- Complémentaires entre elles à l'opposé du tout nucléaire;
- Gratuites et accessibles à tous;
- Elles ne polluent pas;
- Créent plus d'emploi et coûtent moins cher que le nucléaire : (de 3 à 10 fois moins selon des études américaines).

Le programme nucléaire est inutile, de nombreuses études l'affirment :

- En 1975 des scientifiques de Grenoble publient une brochure « Alternatives au nucléaire »;

- En 1977 la revue « Que Choisir » - numéro spécial énergie « Au soleil de l'An 2000 »; (par Michel Bosquet).

- Début 1980 le « Projet Alter Breton » (Alter : autres énergies) jette les bases d'une véritable indépen-

LES ENERGIES NOUVELLES EN BRETAGNE

- des éoliennes de grande puissance installées le long des côtes et dans les zones les plus exposées au vent (20 % de l'apport total);

- le chauffage solaire direct (21 %) avec possibilité de stockage d'eau chaude;

- les énergies agricoles (44 %) constituées par les déchets animaux (méthane), agricoles et forestiers et par des cultures à but énergétique (type graminées) produisant des combustibles solides (granulats) ou liquides (méthanol);

- l'hydraulique d'un apport faible mais intéressant au niveau local;

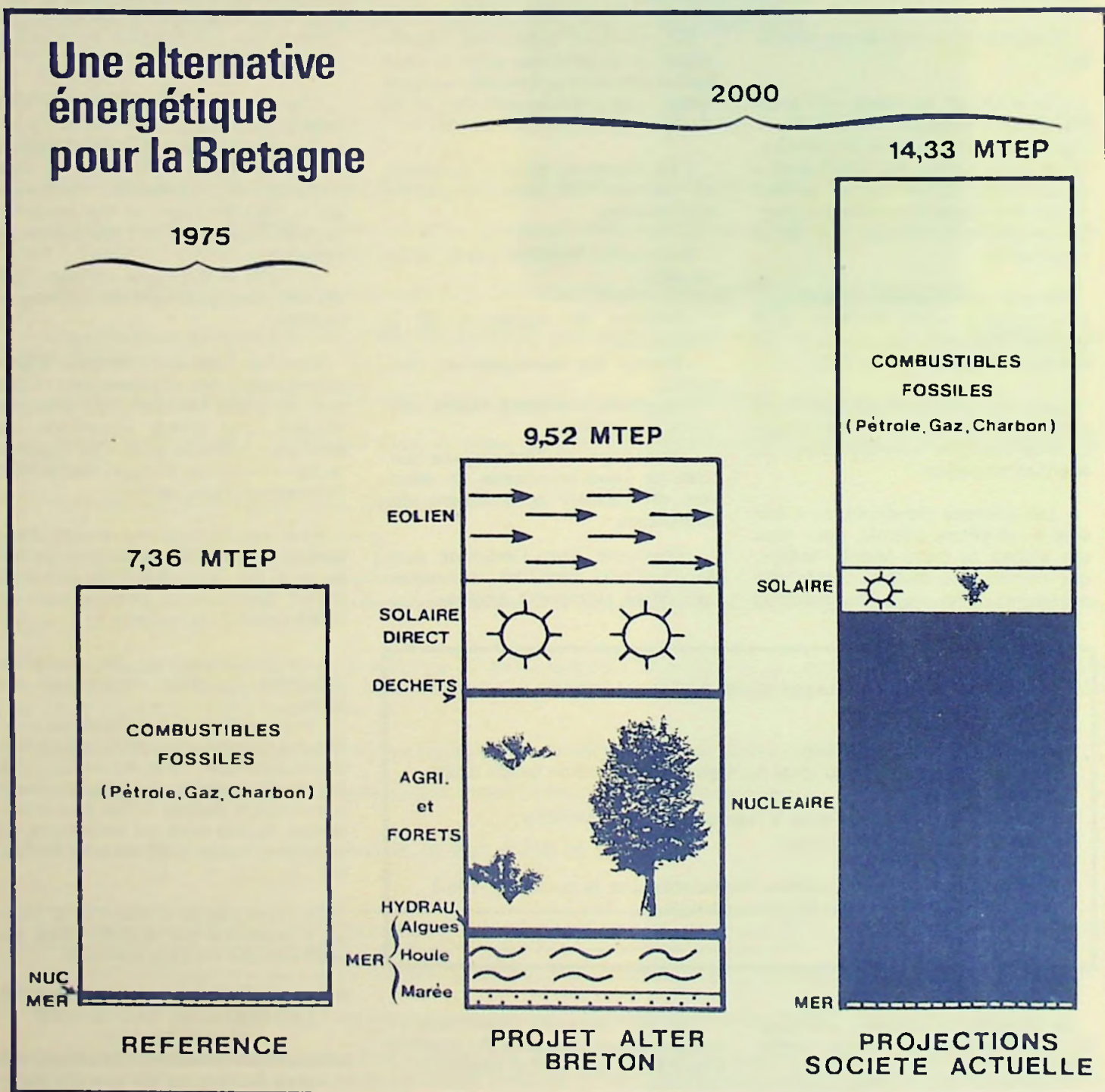
- Les énergies de la mer (13 %) : les algues, la houle et des usines marémotrices de petite taille (le gigantesque projet des Iles Chaussey est exclu).

Ce projet prévoit aussi les transformations nécessaires pour passer d'un type d'énergie primaire (brute) à des formes utilisables (chaleur, électricité...) ainsi que la façon de les répartir suivant les usages.

Le Projet Alter Breton est une étude cohérente entre les besoins et les sources d'énergie; c'est un solide argument technique contre E.D.F. :

ON PEUT VIVRE EN BRETAGNE SANS LE NUCLEAIRE AVEC LES ENERGIES NOUVELLES

La réalisation de ce projet dépend maintenant de tous ceux qui luttent contre le nucléaire pour stopper le projet de Plogoff et obtenir des crédits pour mettre en route un véritable programme en faveur des énergies renouvelables.



13

Le nucléaire, l'environnement maritime & LA PÊCHE

Les marins pêcheurs du secteur Ouest-Bretagne ont rapidement réagi à l'annonce de l'implantation d'une Centrale Nucléaire à Plogoff. La plupart d'entre eux, par l'intermédiaire des Comités Locaux, se sont prononcés contre cette Centrale.

Les raisons de ce refus sont nombreuses, elles peuvent être classées en 3 grandes catégories :

- **au niveau biologique.** « Les études d'avant-projet ne suffisent pas pour décider du choix d'un site; aucune étude de point zéro dans le secteur Ouest-Bretagne n'a été faite; aucune étude sérieuse n'a été entreprise pour envisager les conséquences de la Centrale Nucléaire de Plogoff sur la vie animale et végétale du secteur Ouest-Bretagne ». (Comité Local du Guilvinec. Ouest-France du 4.02.80).

Des risques très graves apparaissent : pollution par les détergents (chlore), par les rejets thermiques (débit de la Seine à Paris pendant la

durée de fonctionnement), par les fuites de radioactivité pouvant provoquer des dérèglements génétiques dans les espèces végétales et animales.

- **au niveau économique.** L'installation de la Centrale n'apporterait pas grand chose au secteur de la pêche, et ce ne sont pas les promesses pour l'aquaculture qui peuvent rassurer les professionnels.

La pêche artisanale de la région, constitue un ensemble unique en Europe, « grâce à la qualité des produits débarqués et au savoir-faire acquis au niveau de la commercialisation ». (Ouest-France du 4.02.80). Une telle image de marque ne peut qu'être remise en cause par l'installation d'une Centrale Nucléaire à quelques milles des lieux de pêche.

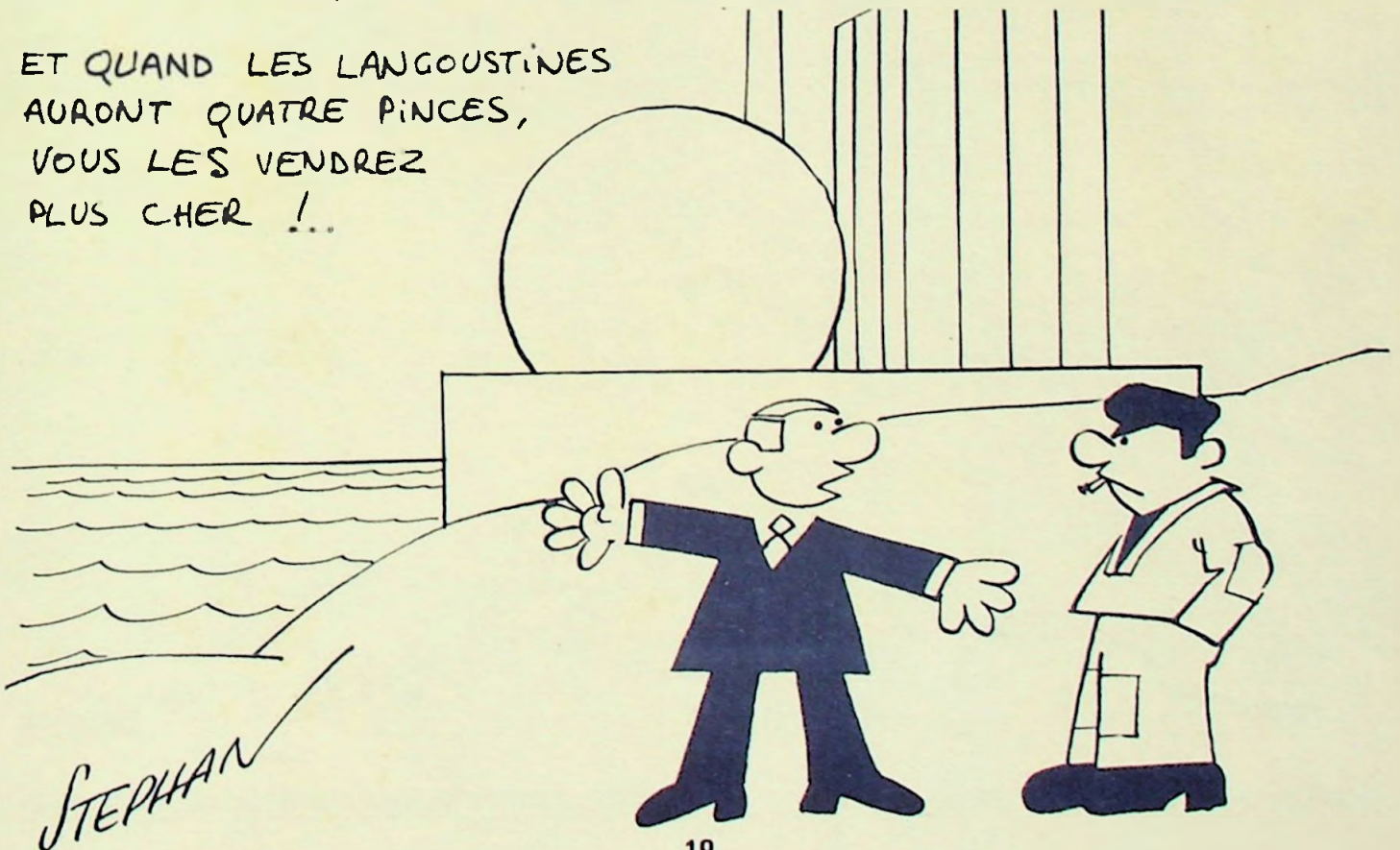
On peut, en outre, rappeler que la pêche est pratiquement nulle autour de la Centrale de Vendellos en Espagne, Centrale 10 fois moins importante que celle envisagée à Plogoff.

- **au niveau social.** Les moindres rumeurs d'incidents à la Centrale de Plogoff (et ces « incidents » peuvent être à répétition, comme à La Hague par exemple) pourraient provoquer à la longue un « désinvestissement » à la pêche et par conséquent un chômage dans le secteur.

Toute l'économie littorale repose sur la pêche. Un accident grave à Plogoff entraînerait l'arrêt de l'activité maritime des ports de Douarnez, Audierne et des ports bigoudens dans un premier temps. De plus il ne sera plus alors possible à la flottille hauturière soumise à de très fortes pressions par les Anglais, de se replier éventuellement vers les secteurs bretons.

La construction de la Centrale Nucléaire de Plogoff remet donc en cause l'avenir du littoral du Sud-Finistère en particulier et de la Cornouaille en général; c'est une grave menace pour la pêche qui est la véritable richesse de la région.

ET QUAND LES LANGOUSTINES
AURONT QUATRE PINCES,
VOUS LES VENDREZ
PLUS CHER !...



STEPHAN

14

Les AGRICULTEURS et le nucléaire

Une centrale nucléaire, en FONCTIONNEMENT NORMAL, entraîne :

- des inconvénients pour l'homme (voir page 12);
- la contamination par les effluents de toutes les cultures et des bêtes :
 - dans le lait, concentration d'iode radioactif (accident en Angleterre : obligation de jeter ce lait);
 - d'autres problèmes apparaîtront : avortement, mise bas, fécondité, boîtes, cassures plus fréquentes.

LA RENTABILITÉ DE LA FERME EST COMPROMISE

- Contraintes dues au contrôle de la production (lait, viande, céréales) par les services vétérinaires :
 - Les paysans « vendant en direct » pourront-ils toujours écouler leurs produits ?
 - L'effet psychologique sur le consommateur jouera à coup sûr : risque de non collecte du lait près des centrales, les associations de consommateurs faisant pression sur les laiteries.

Les risques liés au nucléaire ne sont pas couverts par les contrats d'assurance.

- Nuisances occasionnées par les lignes à haute tension (voir Nukleel n° 5)
 - augmentation des difficultés de travail autour des pylônes et sous les lignes;
 - travailler dans un champ magnétique perturbé entraîne des désordres psychiques;
 - la culture du maïs sera-t-elle possible vu le risque d'amorçage par temps humide;
 - difficulté d'employer certains matériels agricoles : irrigation, traitements par hélicoptère;
 - perte de place : surface au sol du pylône;
 - perte de rendement important les années suivant la mise en place des pylônes, due au tassement énorme de la terre par les engins de pose des pylônes - une partie de ce tassement étant irréversible (voir travaux de Faure - INRA de Montfavet).

- Les expropriations :

Combien faudra-t-il de terrains à E.D.F. ?

- implantation de la centrale et des postes d'interconnexion;
- construction de nouvelles routes, de lotissements : combien d'hectares ?
- édification de barrages à Poullaouen, à Briec : afin de satisfaire les besoins en eau douce de la centrale (voir page 7). Surface noyée : 189 hectares (140 ha de terres agricoles très fertiles et 49 ha de feuillus) - avec les périmètres de protection, cela ferait autour de 230 hectares de terres perdues.

